

C'est le 1^{er} mai et le PS aligne ses revendications, de la médecine gratuite au retour de la pension à 65 ans. Et ça cogne fort contre ce gouvernement fédéral qui «détruit la sécurité sociale». Et ça annonce des futurs gouvernements «le plus à gauche possible».

Elio Di Rupo

«Ils nous ont fait la Belgique des diamantaires anversoises»

INTERVIEW
MARTIN BUXANT

Il y a des choses – camarade – avec lesquelles on ne plaisante pas. Le 1^{er} mai en fait partie. Aussi sûrement que le muguet fait son apparition dans vos jolis parterres fleuris, le Parti socialiste, lui, revêt à la même époque sa parure rouge foncé. Donc, nous y voilà. Avec un PS qui ronçe son frein sur les banes de l'opposition depuis quatre ans et qui a fermement l'intention de mettre un terme à cet exil l'année prochaine – en 2019.

«Il y a des choses – camarade – avec lesquelles on ne plaisante pas. Le 1^{er} mai en fait partie. Aussi sûrement que le muguet fait son apparition dans vos jolis parterres fleuris, le Parti socialiste, lui, revêt à la même époque sa parure rouge foncé. Donc, nous y voilà. Avec un PS qui ronçe son frein sur les banes de l'opposition depuis quatre ans et qui a fermement l'intention de mettre un terme à cet exil l'année prochaine – en 2019.

«On revient à la pension à 65 ans et on abandonne l'obligation de travailler jusqu'à 67 ans. Avec les socialistes, on ne sera pas obligé de travailler jusqu'à 67 ans. Ensuite, définition des métiers pénibles alors que le gouvernement de Charles Michel partage dans une vision unique, budgétaire. Il est clair que le métier d'enseignant, de la puéricultrice au professeur d'enseignement secondaire, c'est un métier pénible. Des pompiers aux policiers, en passant par les facteurs ou les militaires, ils doivent travailler 37,5 ans pour avoir une carrière complète alors que demain ils vont travailler 45 ans. 7,5 ans en plus : c'est absolument cauchemardesque pour eux. Enfin, on est très inquiet par rapport au système de pension à points que veut imposer ce

gouvernement. On sait que la valeur du point ne sera accordée qu'en fonction des conditions financières et budgétaires du pays. La pension va devenir une espèce de loterie en fonction de la conjoncture du moment.»

Mais revenir à 65 ans en lieu et place de 67 ans est une hérésie à l'heure de l'allongement de la durée de vie, a déjà expliqué le ministre en charge des Pensions Daniel Bacquelaine. Et c'est pourtant ce que les socialistes proposent. «Je n'attaque pas la personne de Daniel Bacquelaine, mais sa politique, et il faut dire qu'il est complètement à côté de la plaque. Il travaille dans un cercan budgétaire. L'unique objectif de M. Bacquelaine, c'est de faire des économies budgétaires. Donc, il se cantonne pour expliquer les 67 ans. Prenez Justin Trudeau, le Premier ministre canadien, qui n'est pas membre de l'Internationale socialiste. Eh bien, même quelqu'un comme lui, un libéral, est revenu à la pension à l'âge de 65 ans. Alors, Monsieur Bacquelaine pense-t-il que Justin Trudeau est un dangereux trotskiste communiste? Alors, les arguments de Bacquelaine ne tiennent pas une seconde.»

Alors, la facture, nous y voilà. On répète: combien tout ceci va-t-il donc coûter?

Il dit: «Ça, c'est une question que la droite évidemment pose». Combien ça coûte et qui va payer? «De l'ordre de plusieurs milliards d'euros, dit-il. Nous avons limité très fortement les ordres de grandeur de bonus social généralisé, on ne les a pas étendus à tout le monde. Quelques milliards d'euros, c'est bien entendu beaucoup moins que la grosse dizaine de milliards d'euros que coûtera le tax shift de ce gouvernement. Par ailleurs, si les socialistes arrivent au pouvoir, il y aura une globalisation des revenus.»

Ah, bon.

«Justice fiscale»
«On fera payer aux revenus du capital la même chose qu'aux revenus du travail. Mais on ne touchera pas aux loyers des personnes qui ont un ou deux immeubles en location pour arrondir leurs fins de mois. Et puis, avec nous, on va avoir une lutte réelle contre la fraude fiscale.»

«Mais regardez la taxe Caimon: selon le sp.a, elle devait rapporter 500 millions, elle n'en auroit rapporté que 5 millions. Cela ne m'étonne pas: ce gouvernement n'a aucune envie de lutter contre la fraude fiscale. Il y a des poches financières qui permettent de financer facilement les mesures que nous précisons.»

La globalisation des revenus, est-ce la formule ad hoc pour baisser la fiscalité sur le travail (qui a une nouvelle fois été pointée cette semaine comme la plus lourde d'Europe)?

Il doute. «Franchement, si on regarde les pays scandinaves, le travail est plus taxé qu'ici. Et pour ce qui est de la globalisation des revenus, ça doit essentiellement servir à davantage de justice fiscale.»

Là tout de même, sur la hauteur de la fiscalité sur le travail, on se permet de faire remarquer au président du PS que, peut-être, il y a une sacrée dose de pain sur la planche en matière d'avancées à obtenir. «Oui, c'est vrai qu'on doit travailler la progressivité de la fiscalité en Belgique. L'impôt sur les grandes fortunes doit également permettre d'avancer.»

Et là voilà toutes griffes dehors contre l'exécutif Michel.

«Mais c'est une législation qui aura été terriblement destructrice au niveau social. Jamais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale on n'aura autant détruit la protection des citoyens. C'est effrayant parce qu'on a démontré que la sécurité sociale a été un amorceur de la crise financière. Ici, on détruit la sécurité sociale et constate que la croissance de la Belgique depuis 2015 est en dessous de la croissance européenne. Ce gouvernement qui se gausse de ses résultats a donc tout faux. La croissance économique est meilleure ailleurs dans la zone euro depuis quatre ans. C'est un constat. La Belgique ne peut pas être gouvernée comme elle l'est aujourd'hui: uniquement pour les plus riches et les plus puissants. C'est une Belgique des diamantaires anversoises qu'on a aujourd'hui alors que nous avons besoin d'une Belgique plurielle. C'est une politique de droite décomplexée qui pense tout savoir, mais dont les chiffres prouvent qu'ils ont tort.»

Pourtant, la Banque nationale a bien pointé le fait que 200 à 300.000 emplois auront été créés sous cette législation.

«C'est exact. Mais c'est moins que le nombre d'emplois créés dans les autres États européens. Et puis, surtout, ce sont des emplois précaires. Les chiffres sont sans appel: 25% d'intérimaires, 45% d'emplois à temps partiel et 30% d'emplois à temps plein. Voilà la vérité. Donc je conseille à ce gouvernement de rester un peu plus humble.»

Et puis la semaine qui vient s'annonce faste pour le peuple de gauche, puisque, outre le 1^{er} mai, on fêtera le 5^e les 200 ans de la naissance de l'illustre Karl Marx.

Il toussote.

«La rigidité du système qui a décollé de sa pensée, le système communiste, je ne m'y retrouve absolument pas. En revanche, sur la pertinence de la nécessité de faire évoluer la condition de la classe ouvrière, je suis évidemment d'accord.»

Y a-t-il encore des classes sociales? «C'est le moins qu'on puisse dire. La société actuelle, on a de la misère, on a une classe moyenne qui se réduit entre autres à cause des mesures du gouvernement de Charles Michel. Il y a des gens aisés et des super-riches. On a une société avec des classes sociales très nettes.»

Et la lutte des classes, c'est un projet d'avenir? «Si je réponds oui et que je suis l'expression du content, on a l'impression que je veux revenir au XIX^e siècle, or ce n'est pas cela

du tout. Mais il est impératif de faire en sorte que les riches contribuent davantage aux besoins de la société.»

«Comme des fous»

Et l'état des troupes socialistes avant de partir sur les champs de bataille électorales, quel est-il? Le spectre des «affaires» (copy-right) semble s'éloigner et le PS remonte la pente dans différents sondages d'opinion. Ce qui inspire cette comparaison: comme l'Allemagne au football, le PS revient toujours dans le parcours.

Le capitaine de cette «Annaschafu rouge» dit ceci: «On s'est essayé. On a travaillé comme des fous. On a travaillé en profondeur, analysé les évolutions de la société et c'est vrai qu'on a retrouvé notre crédibilité et nos fondements. On a un socle sur lequel capitaliser. Quand je me promène ou que je suis au supermarché, de très nombreux citoyens n'accrochent plus le mot de gauche que le PS revienne au pouvoir.»

Oui, mais un pareil projet de gauche, ce n'est pas les libéraux qui vont aider à le mettre en œuvre – certainement pas, c'est tout le contraire de ce qu'ils veulent faire. «Nous verrons bien les résultats électorales dans le futur et on cherchera des partenaires qui nous permettent de faire des gouvernements le plus à gauche possible. Je ne privilégie personne: ma priorité est de reconquérir la confiance des citoyens.»

On n'allait pas laisser filer Di Rupo sans l'interroger sur son altercation, cette semaine, avec le libéral Georges-Louis Bouchez – un caillou dans la chaussure montoise du bourgmestre, s'us du tout. Moi, je n'ai aucune animosité à l'égard de qui ce soit, mais s'en prendre publiquement à l'honneur d'une candidate brillantissime comme il l'a fait, c'est d'une indélégance sur la forme et sur le fond, il a tout faux d'un bout à l'autre. C'est vous, les médias, qui avez écrit Georges-Louis Bouchez. Il se nourrit de la palémiologie et de l'incident médiatique. Cela nous a amusés d'avoir un jeune qui attaque Di Rupo. Mais je distingue les libéraux qui défendent leur politique et qui sont des gens corrects de Georges-Louis Bouchez. La meilleure preuve de ce que j'avance, c'est que les libéraux eux-mêmes ont jugé ses méthodes en dessous de toute correction.»

Rideau (rouge).

LES PHRASES CLÉS

«Ce gouvernement fédéral patage et détruit toute la sécurité sociale, on fait moins bien que l'Europe sur la croissance et l'emploi.»

«Le PS propose un nouveau pacte social.»

«Il est impératif que les riches contribuent davantage aux besoins de la société.»